

# « En Iran, une division à l'intérieur des forces armées serait en cours »

**PROTESTATIONS** Porté par les femmes depuis septembre, un mouvement de contestation secoue le régime iranien. Le chercheur **Stéphane Dudoignon** en décrypte les caractéristiques et la diversité.

**F**in connaisseur de l'Iran et des peuples qui le composent, Stéphane Dudoignon, qui a écrit sur l'un des piliers de la République islamique d'Iran, les gardiens de la révolution (1), analyse l'attitude de ce corps militaire face au mouvement de protestation et les antagonismes locaux et régionaux dans le pays.

## Comment caractériser ce mouvement ?

C'est un mouvement qui rappelle les mouvements endémiques des dix dernières années. Dès le début de la présidence de Hassan Rohani, en 2013, on a assisté à une succession de grèves, de manifestations, d'occupations de lieux publics, avec une intensification particulière entre fin 2017 et fin 2019. Il y a eu de nombreux mouvements au quotidien sur une très très large échelle et avec

une virulence particulière pendant l'hiver 2017-2018, puis à nouveau à l'automne 2019. Et, à chaque fois, de la part du régime, une approche répressive. Mais ce sont des mouvements qui, particulièrement en 2017-2018, avaient gagné quasiment l'ensemble du territoire et des groupes sociaux très différents, dans lesquels on retrouvait des gens de tous les âges. On voyait déjà beaucoup de femmes.

La nouveauté réside d'abord dans le tour féministe marqué qu'ont pris les manifestations de ces dernières semaines. Avec un rôle particulièrement important joué sur les réseaux sociaux souvent par de très jeunes femmes, adolescentes pour certaines, arrachant leur voile publiquement. Elles exigent un changement radical de l'ordre des choses. Il y a aussi un tournant intéressant qui a été pris dans la mesure où Mahsa Animi, qui a été assassinée, était kurde et sunnite. C'est donc que la protestation a pris une dimension particulière, d'abord au Kurdistan, dans sa ville de Saqqez, mais aussi dans d'autres régions où vivent des minorités, comme le Baloutchistan, qui, à la fin du mois de septembre, s'est trouvé en pointe dans les manifestations mais également dans leur répression après le viol d'une adolescente baloutche dans un commissariat de la ville portuaire de Chabahar : on a eu affaire à un massacre ethnique particulièrement fort.

Enfin, troisième élément de nouveauté, apparemment il y aurait un début de division à l'intérieur des forces de police et des forces armées avec certaines réticences expliquées par la troupe et par de jeunes officiers face au choix fait par les autorités du tout-répressif et du niveau extrêmement élevé de la violence appliquée aujourd'hui contre les manifestantes et les manifestants un peu partout en Iran. Mais cela ne se traduit pas, pour l'instant, par des divisions au sommet.

**On avait dit que le shah était aussi tombé en 1979 lorsque les marchands du bazar et les ouvriers, notamment de la pétrochimie, étaient entrés dans le mouvement. L'absence de ces forces peut-elle être un frein, même si cela commence à bouger à Bouchehr ?**

C'est possible. Mais il existe un autre paramètre. En 1979, dans certaines villes, la police avait déserté les rues. Vous parlez des ouvriers. Il faut souligner que, en Iran, il existe un syndicalisme particulièrement actif – même s'il est quasiment interdit –, avec de très nombreuses grèves. Il y en a parfois 900 sur une année. L'autre élément de nouveauté, c'est l'extrême diversité locale et régionale des situations. Dans les face-à-face, on va avoir des manifestants qui pourront être des retraités mécontents de leur pension, des propriétaires exploitants agricoles privés d'eau par le

## ENTRETIEN



Manifestation à Téhéran pour protester contre l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs. SAZAD/SIPA

rationnement, donc en colère contre le régime, des enseignants furieux de ne pas être payés depuis des mois. On va avoir un mouvement politique et social plus ou moins structuré qui va toucher des populations appartenant à des catégories socioprofessionnelles diverses.

**La répression qui s'abat pourrait être encore pire vu les antécédents du régime iranien. Dans ce contexte, les gardiens de la révolution, les pasdarans, bras armé politique du pouvoir, apparaissent absents, sauf au Kurdistan. Comment l'expliquer ?**

Il existe un certain nombre de localités où la troupe, lorsqu'elle est issue des gardiens de la révolution et plus particulièrement d'un de leurs corps, les bassidjis, en charge de l'encadrement et de la surveillance de la population, a des réticences à tirer sur la foule. Il faut savoir que, dans les régions centrales de l'Iran – les régions persanophones, chiïtes, qui ne posent pas de problème dans la diversité ethno-confessionnelle –, les garnisons sont constituées de gens habitant dans ces régions. Ils font leur carrière, bassidjis puis pasdarans, dans le chef-lieu de leur district. Le jour où il y a une manifestation, ils vont avoir face à eux leurs camarades d'école, leurs voisins ou leurs cousins. Forcément, ils vont avoir des difficultés à tirer dans les endroits où les gens se seront emparés du pouvoir. C'est très différent de ce que l'on observe à la périphé-

**« En tant que kurde, sunnite, Mahsa Amini a pu être considérée par la police comme une sous-femme. »**

rie, où vivent des Kurdes, des Baloutches, des Turkmènes ou des Arabes. Cette situation explique en partie un nombre de morts parfois important. Car les garnisons, qui viennent d'ailleurs, ne vont pas appartenir au même groupe ethno-confessionnel que la population majoritaire

de la région. Elles auront tendance à considérer la population face à elles comme étrangère, y compris parfois avec des relents racistes, ethniques et religieux. Si Mahsa Amini a pu faire l'objet d'une telle violence de la part de la police des mœurs dans un commissariat à Téhéran, c'est pour ces mêmes raisons. En tant que femme, kurde, sunnite, pour un milicien de base de la police des mœurs, elle a pu être considérée comme une sous-femme.

**Les gardiens de la révolution représentent un pouvoir politique et économique très important. Ils ne voudront pas lâcher le pouvoir. Quelle alternative leur reste-t-il ?**

Tout dépend de la façon dont les choses vont évoluer. Avec probablement une grande diversité d'antagonismes locaux et régionaux. Les possibilités de transition sont multiples. Un des axes des pasdarans depuis 1990 a été de préparer en quelque sorte une transition politique en s'emparant, un peu partout en Iran, du secteur dit des coopératives : ni publiques, ni privées. Dans ce secteur, les gardiens se sont arrangés pour mettre la main de manière durable sur un certain nombre de leviers économiques qui puissent perpétuer leur pouvoir, leur domination sur le système économique iranien, même en cas de changement de régime. Au point que les alternances à la tête de la République islamique entre conservateurs, centristes et réformistes n'ont, en aucune mesure, entamé cette domination. À l'intérieur du corps des gardiens, un des grands espoirs est que, quel que soit le régime, cette domination puisse être renégociée. Même si, de la part de la population mais aussi d'un certain nombre de chefs des forces armées, c'est une domination qui fait l'objet d'une contestation de plus en plus importante. Par ailleurs, on imagine difficilement les gardiens pouvoir se passer de leur allié, partenaire et axe de leur légitimité indispensable, le guide suprême. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

(1) *Les Gardiens de la révolution islamique d'Iran*, de Stéphane A. Dudoignon, CNRS Éditions, 288 pages, 25 euros.



« Les autorités judiciaires et de sécurité doivent faire leur devoir » vis-à-vis des « agents de l'ennemi », a asséné l'ayatollah Ali Khamenei (au centre). AP/SIPA

## Au Kurdistan, les gardiens de la révolution sont déchaînés

Mahsa Amini, la jeune femme assassinée, mi-septembre, par la police des mœurs à Téhéran, était originaire de cette région. Les manifestations se poursuivent. Le guide suprême vient de donner un signal qui pourrait marquer une aggravation de la répression.

**L**e guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, vient-il de donner le feu vert à une répression sans merci ? Mercredi, celui qui ne s'était exprimé qu'une fois depuis le début des manifestations, le 16 septembre, a lancé : « *Les actions de l'ennemi, telles que la propagande, les tentatives d'influencer les esprits, de créer de l'excitation, d'encourager et même d'enseigner la fabrication de matériaux incendiaires, sont maintenant complètement claires.* » Et d'asséner : « *Les autorités judiciaires et de sécurité doivent faire leur devoir* » vis-à-vis des « *agents de l'ennemi* ». Des milliers de personnes ont déjà été arrêtées et des centaines tuées.

### « UNE PAUVRETÉ ENRACINÉE »

Cette répression est particulièrement sévère au Kurdistan, région d'où est originaire Mahsa Amini, la jeune femme de 22 ans assassinée par la police des mœurs à Téhéran, en septembre, et dont la mort a soulevé les Iraniens. Mahsa était son nom iranien. Elle s'appelait en réalité Jina. À Saqqez, sa ville natale, des écolières ont scandé « *Femme, vie, liberté* » et des filles marchant dans une rue ont

retiré leur foulard pour l'agiter au-dessus de leur tête, comme on peut le voir sur des images postées sur les réseaux sociaux. Sur une autre vidéo largement diffusée sur Twitter, un homme

**« Les Kurdes d'Iran souffrent depuis longtemps d'une profonde discrimination. »**

AMNESTY INTERNATIONAL

semble avoir été tué alors qu'il était assis au volant de sa voiture à Sanandaj (ouest), où des coups de feu ont par ailleurs été entendus. Pour contourner les restrictions d'accès à Internet par les autorités cherchant à empêcher les rassemblements et la diffusion d'images de la répression, les manifestants ont adopté de nouvelles tactiques afin de faire passer leur message. À l'image de cette grande banderole placée sur un viaduc de l'autoroute Modares traversant le centre de Téhéran sur laquelle il est écrit : « *Nous n'avons plus peur. Nous allons nous battre.* »

Avec 8 à 10 millions de Kurdes vivant en Iran, Téhéran craint

que la pression pour la sécession ne s'intensifie au sein d'une minorité ayant une longue histoire de lutte pour ses droits politiques. Les Kurdes, qui représentent environ 10 % de la population, ainsi que d'autres minorités religieuses et ethniques sont victimes de discrimination sous l'établissement chiite iranien de la République islamique. « *Les Kurdes d'Iran souffrent depuis longtemps d'une discrimination profondément enracinée* », soulignait ainsi Amnesty International dans un récent rapport. « *Leurs droits sociaux, politiques et culturels ont été réprimés, tout comme leurs aspirations économiques. Les régions kurdes ont été économiquement négligées, ce qui a entraîné une pauvreté enracinée. Les expulsions forcées et la destruction de maisons ont laissé les Kurdes avec un accès restreint à un logement convenable.* »

Dans une autre forme de protestation, des « grèves générales » ont lieu dans les trois villes kurdes de Saqqez, Sanandaj et Divandarreh, ainsi qu'à Mahabad, dans la province d'Azerbaïdjan occidental. Les gardiens de la révolution bombardent également les bases kurdes en territoire irakien, faisant de nombreux morts. ■ **P. B.**